

**BILLET PARISIEN**  
**Le voyage de M. Herriot et la question de sécurité**  
(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 25 juin. (Minuit).  
M. Herriot s'expliquera demain devant le Sénat sur les épisodes et les résultats de son voyage à Londres et à Bruxelles. A vrai dire, ces éclaircissements sont impatiemment attendus par tous. Ce que l'on sait des conversations qui visent d'avoir lieu, relève plutôt de l'anecdote que de l'histoire. La promenade champêtre de Chequers, le lit de la Reine Elisabeth dans lequel a couché M. Herriot, les pupes des deux premiers ministres, voilà ce qui a été jeté en pâture à notre curiosité. Sur les choses sérieuses, nous avons eu des commentaires beaucoup plus succincts. Nous ne nous en plaignons pas, car il était peut-être excellent qu'il en fût ainsi, mais la réserve qui s'imposait hier pourrait peut-être être relâchée aujourd'hui sans dommage.

En dépit de l'imprécision des renseignements qui ont été donnés, il en ressort pourtant que, dans la pensée de M. Herriot, la question de la sécurité passe au premier plan de ses préoccupations. Cette question, tant à Chequers qu'à Bruxelles, a formé le fond des conversations. C'est encore de la sécurité que traite la note relative à la reprise du contrôle et portant les signatures de Herriot, Mac Donald, qui a été adressée à l'Allemagne, c'est dans le même ordre d'idées que le pacte moral de collaboration continue à n'avoir pas de cesse.

Ce souci prédominant manifesté par M. Herriot de donner la paix au monde en l'assurant d'abord à son propre pays, ne déplaît à personne, mais en dehors des intentions qui sont louables, nous a-t-on rapporté des deux capitales, des réalités substantielles?

L'accord franco-anglais sur le désarmement de l'Allemagne, le pacte moral, ne sont que des apparences, mais d'assurance formelle de l'Angleterre, nous n'en avons point eue. Cependant, M. Mac Donald se serait rallié, parait-il, au principe d'un vaste projet qui lui aurait soumis M. Herriot. Il s'agirait d'une série de pactes conclus entre les voisins de l'Allemagne et qui s'inspireraient du traité franco-tchéco-slovaque. A ces conventions particulières s'associerait la Grande-Bretagne et l'Italie; le tout serait sanctionné et contrôlé par le S. D. N.

Nos amis belges se sont montrés intéressés par cette audacieuse construction, mais avant de se prononcer, ils ont sagement demandé à M. Herriot de préciser sa pensée sous la forme d'une note écrite.

Ajoutons à ces précisions, que, dans la pensée de M. Mac Donald, l'Allemagne devrait être incluse dans ces accords, ce qui leur conférerait un caractère bilatéral.

**M. MAURICE QUENTIN**  
candidat du Bloc national  
est élu président  
du Conseil municipal de Paris

Paris, 25 juin. — Au premier tour de scrutin, M. Maurice Quentin, du Bloc National, est élu président du Conseil municipal, par 42 voix sur 76 votants.

**CONSEIL DES MINISTRES**  
Paris, 25 juin. — Les ministres se sont réunis, ce matin, à 10 h. 30, en conseil, à l'Élysée, sous la présidence de M. Gaston Doumergue.

**Les conversations de Londres et de Bruxelles**  
M. Edouard Herriot, président du Conseil, a mis ses collègues au courant des conversations qu'il a eues à Londres et à Bruxelles.

**La législation sur les loyers**  
M. René Renoult, garde des Sceaux, a été autorisé à déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi destiné à compléter la législation sur les loyers, notamment les lois du 31 mars 1922 et du 29 décembre 1923.

**M. Steeg reste gouverneur général de l'Algérie**  
M. Camille Chautemps, ministre de l'Intérieur, a soumis à la signature du Président de la République, un décret renouvelant la mission de M. Steeg comme gouverneur général de l'Algérie.

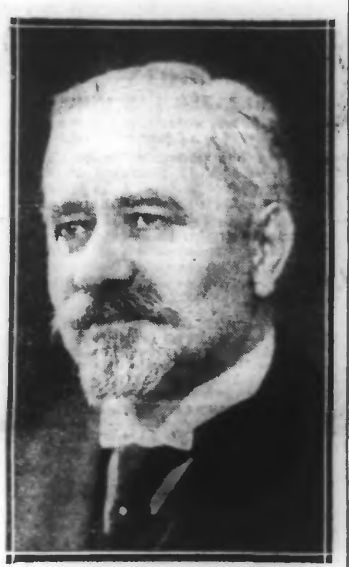
**Le régime des pétroles**  
M. Raymond, ministre du Commerce, a été autorisé à déposer en projet de loi relatif au régime des pétroles et à la création d'un Office national des combustibles.

**Le privilège de la Banque de l'A. O. F.**  
M. Daladier, ministre des Colonies, a fait signer au Président de la République, le projet de loi sur le renouvellement du privilège de la Banque de l'Afrique Occidentale Française.

**Les promotions dans l'armée**  
Enfin, le général Nollet a fait approuver les promotions suivantes :  
Sont promus au grade de général de division, les généraux de brigade (artillerie) : Oury et Girard (infanterie) ; Walsh (artillerie).  
Au grade de général de brigade, les colonels : Lefantier, Levanier, Henry, Baillie, Leford, Froid, Boye, Jeanpierre; les colonels de cavalerie : Després, Martin, Rémond, Charet, Bineau; les colonels de génie : Borachock, Bernard; le colonel de génierie, Girard.

**Au grade de médecin inspecteur du service de santé, le médecin principal de 1<sup>re</sup> classe Boye.**  
Troupes coloniales. — Sont promus au grade de général de division, le général de brigade Benoit, de l'artillerie coloniale.  
Au grade de général de brigade, le colonel d'artillerie coloniale Miénot.  
Au grade de médecin inspecteur général du service de santé, le médecin inspecteur Emilly.  
Au grade de médecin inspecteur, le médecin principal de 1<sup>re</sup> classe Boye.

**La découverte d'un vaccin contre la tuberculose**



Le docteur Calmette, ancien directeur de l'Institut Pasteur, à Lille, a adressé à l'Académie de médecine une communication à propos d'un vaccin contre la tuberculose.

**LES CHANGES**

	Mardi	Mercredi
Livre...	82.84	82.18
Dollar...	19.06	19.04
Belgique...	87.10	87.10

**L'élection des vice-présidents de la Chambre**

La Chambre s'est réunie jeudi après-midi, pour valider l'élection du Sénat (M. Diagne) et élire trois vice-présidents en remplacement de MM. Justin Godart, J.-L. Dumessnil et Raymond, et un secrétaire, en remplacement de M. Bovier-Lapierre.

**La vice-présidence du Sénat**

Paris, 25 juin. — La gauche démocratique avait à désigner aujourd'hui son candidat à la vice-présidence du Sénat en remplacement de M. Renoult, garde des Sceaux. M. Joannemy a été désigné par 62 voix.

**EN VUE DU RÉTABLISSEMENT DES RELATIONS AVEC LA RUSSIE**

La mission soviétique demande 301 passeports pour la France  
Moscou, 25 juin. — La mission soviétique est déjà toute prête à partir, et son importance numérique est fort grande : 301 passeports ont, en effet, été demandés par la France par les diverses personnalités de cette mission.

Et les Soviétiques s'occupent déjà de la désignation du futur ambassadeur bolchévique à Paris. Radek fait beaucoup de démarches pour obtenir ce poste. N'ayant pas réussi à déterminer la révolution en Allemagne, il se fait fort d'y parvenir en France.

**Le ministre de la Marine va se rendre à Toulon**

Toulon, 25 juin. — On annonce que M. J.-L. Dumessnil arrivera à Toulon, vendredi matin, pour assister à des exercices de tir à longue portée et à des tirs d'homme entre les diverses unités.

**LES PRÉLATS FRANÇAIS ont été accueillis avec enthousiasme, en Pologne**

Varsovie, 25 juin. — La mission du Cardinal Dubois et des évêques français en Pologne, a obtenu un grand succès. Toutes les classes de la population et des délégations des paysans aux gares d'arrêt ont manifesté leur sympathie avec enthousiasme.

**La majorité des ouvriers boulangers parisiens a continué le travail**

On ne compte que 368 grévistes sur 4,000 ouvriers  
Paris, 25 juin. — Des renseignements officiels, il résulte qu'à la fin de la matinée, à Paris, et en banlieue, sur un total de 3,995 ouvriers boulangers, 368 ouvriers seulement étaient en grève.

**VERS LA CONFÉRENCE INTERALLIÉE DU 16 JUILLET A LONDRES**

**LES INTENTIONS DE L'ALLEMAGNE POUR LE CONTRÔLE MILITAIRE**

**Les invitations à la Conférence du 16 juillet sont en préparation**

L'Agence Reuters dit que les invitations à la conférence interalliée du 16 juillet sont en voie de préparation. On demandera aux Etats-Unis d'envoyer un représentant officiel ou officieux; le Japon sera invité et on espère que M. Mussolini viendra personnellement.

**L'Amérique enverrait un « observateur »**

Washington, 25 juin. — A la Maison Blanche on déclare que quoique l'invitation faite aux Etats-Unis de participer à la conférence de Londres n'ait pas encore été reçue et bien que les Etats-Unis ne doivent pas avoir de représentation officielle, le gouvernement n'a pas changé de position à l'égard des affaires européennes de cette nature.

Les Etats-Unis auront probablement un représentant à la conférence, pour pouvoir informer le gouvernement, attendu qu'il est indispensable que les Etats-Unis ont des intérêts en Europe.

**Le désarmement L'ALLEMAGNE DECIDE D'ACCEPTER LES CONDITIONS DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS**

Paris, 25 juin. — D'après les renseignements parvenus à Paris dans la matinée et de Londres, le gouvernement allemand, à la suite de la note franco-britannique des Chequers sur le désarmement, aurait décidé d'accepter les conditions posées par la conférence des ambassadeurs dans sa dernière note relative au contrôle militaire.

**La note franco-anglaise à l'Allemagne**

Bruxelles, 25 juin. — Le ministre des Affaires étrangères dément qu'il ait eu un conflit entre M. Herriot et M. Theunis à propos de la communication à Berlin de la note franco-anglaise relative au contrôle des armements. On comprend, au ministère des Affaires étrangères, la rapidité avec laquelle les ministres de Paris et de Londres ont dû faire parvenir le cabinet de Reich devant se réunir lundi. Il n'y a donc aucun conflit en l'espèce sur ce terrain.

**L'évacuation de la Ruhr LE GENERAL NOLLET AURAIT OFFERT SA DEMISSION**

M. Emile Duré terminait ainsi son article dans l'« Eclair » d'hier :  
Pour exécuter l'évacuation des territoires de la Ruhr, les amis du ministère vont répétant qu'en cas d'agression allemande, nous aurions

**La défaite politique du général Smuts dans l'Afrique du Sud**

Le général Smuts, chef du Gouvernement de l'Afrique du Sud, et son parti, ont été battus, aux élections, par les nationalistes,



**LE GENERAL SMUTS**

avec le concours des travaillistes. Le général Smuts a démissionné.  
Le général Smuts, dont le rôle a été grand dans les négociations d'après-guerre, s'est souvent prononcé dans un sens peu favorable à la France.

**L'OR DE MOSCOU**

Berlin, 25 juin. — Le socialiste « Vorwärts » annonce qu'à la dernière séance du Comité exécutif de l'Internationale de Moscou, on s'est occupé d'un nouveau mandat adressé par la section française du Comité.  
Le parti communiste français se plaint de se trouver dans une situation financière extrêmement critique et demande l'envoi d'urgence d'une somme dont le compte-rendu de la séance ne donne pas le montant.  
Le Comité a décidé d'envoyer 60 p. c. de la somme demandée aux « товарища » (camarades français).

(Voir, page 2, nos dépêches de la DERNIÈRE HEURE.)

**LE CONGRÈS des victimes de la guerre à Dunkerque**

Il sera présidé par M. Bovier-Lapierre, ministre des Pensions

C'est le 29 juin que se tiendra à Dunkerque, le Congrès inter-fédéral des victimes de la guerre (mutilés, anciens combattants).



M. BOVIER-LAPIERRE, ministre des Pensions

Il devait être présidé par M. Magniot, ministre de la Guerre.  
On annonce qu'à la suite d'une démarche faite par M. Maurice Olivier, président de la Fédération, M. Bovier-Lapierre, nouveau ministre des Pensions, a promis d'accorder son patronage au Congrès et d'assister aux réunions de dimanche.

**L'affaire Matteotti**

Indifférent aux discussions des milieux politiques et aux polémiques de la presse, la justice poursuit sereinement et inexorablement son œuvre.

Les interrogatoires des inculpés se multiplient et, sous l'impulsion énergique du procureur général, l'instruction a fait, ces jours derniers, de très sérieux pas en avant. Elle a acquis désormais de graves éléments à la charge de tous les inculpés déjà arrêtés à la justice et d'autres encore qui, tôt ou tard, tomberont entre ses mailles.

**DEUX AUTRES COMPLICES ARRETÉS**

Les journaux annoncent l'arrestation, à Milan, de deux autres complices nommés Viola et Malacra, inculpés dans l'affaire Matteotti.

**LES LEGIONS DE LA MILICE NATIONALE VONT ÊTRE DEMOBILISÉES**

Mussolini a donné, au commandement général, un ordre de démobilisation immédiate des légions de la milice nationale, mobilisées ces jours-ci.

**LA MANIFESTATION DE VENDREDI PROCHAIN en l'honneur de Matteotti**

Milan, 25 juin. — Le Comité exécutif du parti communiste italien a lancé un appel aux travailleurs, les invitant à désertar en masse les champs et les usines, vendredi, jour de la cérémonie commémorative en l'honneur de M. Matteotti.

**« JUSTICE SERA FAITE »**

Rome, 25 juin. — Dans les déclarations que M. Mussolini a faites au Sénat, il a dit notamment :  
« Je n'ai pas besoin de vous répéter toute la réprobation, toute mon horreur pour le crime commis contre M. Matteotti. Je crois que personne ne pourra douter de la sincérité de mes sentiments à ce sujet. La justice suivra son cours sans égard pour personne ».

**Le contrôle militaire interallié en Allemagne**

On annonce qu'il est question du général Walsch, qui vient d'être promu divisionnaire, pour succéder au général Nollet, comme directeur du contrôle militaire interallié en Allemagne. Le général Walsch est un brillant officier d'artillerie qui fut, autrefois, le secrétaire du bureau du ministre actuel de la Guerre quand celui-ci était employé à la 3<sup>e</sup> direction de l'Administration centrale.

**La prolongation des accords avec les industriels de la Ruhr**

Düsseldorf, 25 juin. — Une note publiée dans certains journaux allemands, déclare qu'étant donné l'état actuel des négociations en vue d'une solution définitive du problème des réparations, il apparaît dès maintenant nécessaire de prolonger pour une nouvelle période de deux à quatre semaines, les accords conclus par les propriétaires de mines avec la M.I.C.U.M. et qui viennent à expiration le 30 juin.

**Le projet d'introduction de la législation laïque en Alsace et en Lorraine**

**L'émotion dans les provinces recouvrées**

Certaines paroles prononcées il y a quelques années déjà, sont aujourd'hui présentes. En venant saluer les Alsaciens, à Thionville, en 1914, le maréchal Joffre disait :

« La France vous apporte, avec la liberté, le respect des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions ».

Et c'est M. Léon Bourgeois qui, après l'armistice, déclarait aux Strasbourgeois :

« Nous respectons votre Ane religieux ».

N'y a-t-il pas contradiction flagrante entre ces promesses solennelles et les projets du nouveau Gouvernement qui, moins de six années après la délivrance de l'Alsace et de la Lorraine, se propose d'introduire la législation laïque dans nos provinces recouvrées ?

Pour répondre à cette grave question, un de nos confrères parisiens s'est livré, sur place, à une enquête, dont les résultats prouveraient hautement que la grande généralité des Alsaciens ne voit pas d'un bon œil les changements annoncés par M. Herriot.

L'inquiétude des prêtres d'abord. Un prêtre éminent, interviewé, ne peut croire encore que la France restera la France sacrée, demain de la guerre. Les enfants, soumis au régime scolaire, l'école confessionnelle dépourvue subitement du caractère officiel que les Alsaciens-Lorrains ont tant à cœur, et qui suit, peut-être la confiscation de certains biens, de certaines propriétés de l'Eglise, tout cela, à son avis, s'oppose nettement au désir et à la volonté de ses compatriotes.

Un industriel protestant, interrogé sur le même sujet, n'est pas moins catégorique : « Comme les catholiques, a-t-il dit, les protestants veulent qu'on respecte leurs principes religieux et l'âme de leurs enfants ».

Et même de nombreux communistes ne sont nullement opposés aux écoles chrétiennes, et plus d'un d'entre eux pourrait n'être pas satisfait des transformations envisagées.

La conclusion de notre confrère est claire : Malgré quelques déclarations, l'Alsace-Lorraine ne la France et ne s'ennuie qu'à la servir sans réserves. Et il ajoute en substance : Ne serait-ce pas une erreur irréparable que d'aller à l'encontre de ses traditions et de ses affections, et n'y aurait-il pas danger grave à toucher à ce qui est de plus cher ? N'en trouvons-nous pas d'ailleurs une preuve singulièrement convaincante dans les protestations nombreuses qui se préparent et qui se feront jour au moment opportun ?

Mais à côté de ces protestations s'élèvent les espérances qu'un paysan résumait il y a quelques jours, en disant : « Nous avons tous confiance dans le Sénat ».

Sur ce sujet, nous recevons le témoignage d'un Tournoisien, sous-officier en garnison à Metz, des notes qui appuient de façon intéressante les conclusions de l'enquête que nous venons d'analyser :

« Un lendemain des douloureux débats de la Chambre sur la question d'Alsace-Lorraine, il était du plus haut intérêt pour un Français de l'intérieur — c'est ainsi que l'on appelle les Français étrangers à la province — d'assister à une manifestation publique de la foi religieuse et catholique, et pas seulement quelques uns, mais de tout un pays, de tout un peuple des villes aussi bien que des campagnes.

Les processions de ce dimanche de la Fête-Dieu furent en quelque sorte une manifestation de la foi religieuse et catholique, et de nos conseillers. Et ce grand concours du peuple à l'église, certes pas rassemblé sur commande, de telles manifestations ont lieu chaque année à pareille date.

Toutes les localités ont à cœur d'organiser une procession; je dis localité car ce n'est pas seulement l'œuvre du curé et de quelques groupements pieux, tout le monde se dépense pour célébrer cette fête, et les municipalités s'efforcent de servir leurs administrés, mais de tout un pays, de tout un peuple des villes aussi bien que des campagnes.

En cette ville de Metz un peu capitale de la Lorraine, bien digne de la plus importante garnison de France, une foule de plusieurs milliers de personnes qui s'étendent sur deux kilomètres peut-être, processionnaire en bon ordre pendant deux heures au milieu de spectateurs très nombreux, ainsi et recueillis.

La place où se donnait la bénédiction du Saint-Sacrement fut trop étroite pour contenir ce peuple en prière.

Avant de rentrer à la cathédrale, la procession passa dans l'ancienne rue des prisons militaires qui depuis quelques jours s'appelle rue Maurice Barrès. Que n'était-il là, ce grand Lorrain, pour assister à ce triomphe et contempler cette évocation de l'âme religieuse des Lorrains ! Au premier rang de l'assistance parmi les défilés de la ville et un groupe de députés protestataires lorrains, on remarquait leur chef de file, le député Schuman.

Enfin, dans l'antique basilique de St-Clément, une foule de 6,000 personnes reçut la bénédiction du Saint-Sacrement, puis chanta de toute son âme :  
« Nous voulons Dieu dans la famille  
« Nous voulons Dieu dans nos écoles.  
N'est-ce pas une belle réponse aux tentatives de laïcisation, la preuve du bien-fondé de la protestation de jeudi dernier. H. D.

**LES PROUesses AERIENNES**  
Mac Laren est parti pour Rouen.  
Abyak (Birmanie), 25 juin. — L'aviateur britannique Mac Laren, qui fait le tour du monde, est parti pour Rouen.